

Réponse PFSA à la consultation de la commission

1. Are the policy scenarios outlined consistent with the objectives of the reform? Could they be improved and how?

Les objectifs de la communication sont importants et prennent en compte une partie des nombreuses attentes des citoyens mais avant d'analyser les 3 scénarios, la PFSA souligne que les trois scénarios souffrent de plusieurs critiques communes :

- **Les 3 scénarios poursuivent l'objectif de compétitivité contenue dans le premier objectif de la communication.** La recherche de compétitivité (prix bas) par rapport aux marchés internationaux visant à prendre de nouveaux marchés ou pour renforcer la position compétitive de l'agro-industrie rentre en contradiction avec les objectifs sociaux et environnementaux. Mettre les agriculteurs de l'UE en concurrence avec tous les producteurs mondiaux empêcherait d'assurer un revenu agricole stable et décent et, de plus, menacerait l'emploi, la répartition des fermes sur les territoires et la cohésion territoriale. Sans remise en cause de l'ouverture accrue des marchés, les cours internationaux restent la référence. Ils ne sont pourtant en aucun cas représentatifs des réalités de la grande majorité des producteurs. Les prix n'intègrent pas la rémunération adaptée au travail ni la couverture des prestations environnementales, ni les exigences sanitaires élevées au niveau européen. Vu les coûts de production en Europe, cette recherche de compétitivité repose sur l'utilisation d'aide alors que les agriculteurs et paysans souhaitent voir leurs revenus basés sur des prix agricoles qui couvriraient une production durable.
- **Aucun des trois scénarios ne remet en cause le démantèlement des instruments de maîtrise et de régulation des marchés agricoles** opéré lors des précédentes réformes. Ces instruments sont pourtant indispensables si l'on veut atteindre les objectifs fixés dans la communication de la Commission.

Quel scénario ?

- **Pour la PFSA les scénarios 1 et 3 ne sont pas raisonnables** et de plus peu développés dans la communication de la Commission.
 - **Le scénario 1** ne répond ni à l'objectif d'une production viable (poursuite de la politique actuelle qui menace les revenus des agriculteurs), ni à l'objectif d'une gestion durable (il n'y a pas d'outils nouveaux visant à mettre fin à la dégradation des indicateurs environnementaux), ni l'objectif de développement territorial équilibré (pas d'outils permettant d'éviter la concentration de la production dans certaines zones et l'augmentation moyenne des surfaces des exploitations).
 - **Le scénario 3** est pire puisqu'il ne tient pas compte du fait que 30-35% des revenus des agriculteurs proviennent des aides. La disparition de la majorité des agriculteurs menacerait la sécurité et la diversité alimentaire européenne, ainsi que l'environnement et déstructurerait le milieu agricole.
- **Pour la PFSA seul le scénario 2 est réaliste mais pour qu'il devienne acceptable il faut résoudre les critiques fondamentales citées ci-dessus et :**
 - Défendre la **régulation des marchés** comme outil central permettant d'atteindre les objectifs de viabilité, durabilité et de développement.
 - Assurer des **prix stables et rémunérateurs** pour inverser la tendance du non renouvellement des générations (moins de 7% des agriculteurs européens ont moins de 35 ans).
 - **Assurer prioritairement la sécurité alimentaire de l'Union européenne** qui est déficitaire avant de répondre aux attentes des marchés internationaux.
 - Utiliser les **outils de gestion de l'offre** qui travaillent sur les causes de la volatilité plutôt que sur les solutions de gestion des risques qui ne traitent que les effets de celle-ci.

2. Are there other problems apart from those set in the problem definition section of this document that should be analysed when considering the architecture of the CAP in the post 2013 period? What causes them? What are their consequences? Can you illustrate?

- **Il y a plusieurs problèmes qui ne sont pas pris en compte dans l'exposé des défis de la future PAC.**

- La **volatilité des prix** et le niveau des prix ne sont pas présentés comme des problèmes mais comme des conditions externes auxquelles il faut s'adapter. Il s'agit pourtant des conséquences de choix politiques. Cette volatilité n'est ni favorable aux agriculteurs (difficulté d'investissement et d'installation pour les jeunes) ni pour les consommateurs, pour qui les prix sont toujours à la hausse. Il existe des instruments de régulation permettant de lutter contre la volatilité des prix agricoles. Ils passent par une maîtrise des volumes produits et échangés et donc par la gestion de l'offre. Ces outils sont largement plus efficaces et moins coûteux que tout autre type de mesures compensatoires (de type "assurances revenus") activées "après-coup (voir réponse 3).
- La **sécurité alimentaire fait référence à la capacité de l'UE de répondre à la demande mondiale** alors que la priorité devrait être de diminuer le déficit de l'UE en termes de capacité de production. Elle est fortement dépendante dans certains secteurs (80% en protéines végétales destinées à l'alimentation animale). De plus les organisations de producteurs du Sud revendiquent de nourrir eux-mêmes leur population.
- Le problème de la **responsabilité vis-à-vis des pays tiers** néglige la priorité de ne pas nuire au développement agricole. Cela implique que les exportations de l'UE devraient reposer sur des accords préalables de gestion des échanges (par produits) entre Etats ou groupes d'Etats et ne peuvent être fondées sur des aides aux exportations. L'objectif d'une agriculture européenne qui renforce la position concurrentielle de l'agro-industrie européenne sur les marchés internationaux rentre en opposition avec cette responsabilité.
- La **communication ne tient pas compte des modèles agricoles** alors que certains modèles sont mieux à même de répondre aux attentes des citoyens, à la dépendance au pétrole et aux nouveaux défis environnementaux.
- Il n'y a de **prise en compte de l'impact de la politique européenne en faveur des agro-carburants** sur la sécurité alimentaire européenne et des pays tiers. Alors que la production d'agro-carburants en Europe peut être un outil intéressant de gestion de l'offre.
- La **concentration dans les secteurs en amont et aval à la production agricole** n'est pas prise en compte alors qu'elle pose de nombreux problèmes d'équité entre acteurs de la chaîne et ceux liés aux positions dominantes.

3. Does the evolution of policy instruments presented in the policy scenarios seem to you suitable for responding to the problems identified? Are there other options for the evolution of policy instruments or the creation of new ones that you would consider adequate to reach the stated objectives?

- Seul le scénario 2 propose certains nombres d'outil de régulation digne de ce nom, nous faisons donc référence à ce scénario.
- En plus des améliorations citées dans la première question il faut que les outils complémentaires ci-dessous soient combinés :
 - Une **régulation des marchés** qui restaure un prix indicatif basé sur les coûts de production au niveau européen, duquel découleraient les mesures aux frontières (ajustement des différents droits aux niveaux adéquats) assurant ainsi la réalisation du premier objectif.
 - Une **gestion de l'offre dynamique** incluant: la maîtrise d'un niveau de production adapté à la demande effective, encadrée par les pouvoirs publics et la maîtrise des importations et des exportations (accords préalables (par produits) entre Etats ou groupes d'Etats "coopérants").
 - Des **soutiens aux cultures déficitaires** et à la reconquête de l'autonomie de l'UE en protéines végétales par un soutien au bénéfice des prairies, des oléo-protéagineux et des légumineuses.
 - Le **maintien de stocks alimentaires** régionaux et sous régionaux suffisants, encadrés par les pouvoirs publics avec la participation de tous les acteurs impliqués.
 - Une **législation européenne sur la concurrence** qui rééquilibre les rapports de force entre les acteurs des chaînes d'approvisionnement agro-alimentaire, en permettant aux producteurs de s'organiser afin de renforcer leur pouvoir de marché. Il est étonnant que l'UE ne prévoit d'autoriser dans le secteur laitier des regroupements de producteurs que jusqu'à 3.5% du volume du marché européen alors que lorsqu'il s'agit d'entreprises de semences ou d'intrants, la part de marché est largement supérieure.

4. What do you see as the most significant impacts of the reform scenarios and the related options for policy instruments? Which actors would be particularly affected if these were put in place?

- Seul le scénario 2 est plus susceptible de garantir le maintien des acteurs essentiels d'une agriculture durable, les agriculteurs, et ce dans toutes les régions. Cela permettrait de tendre vers la réalisation des différents objectifs pour autant qu'il réponde aux critiques fondamentales énoncées en réponse 1.

5. To what extent will the strengthening of producer and inter-branch organizations and better access to risk management tools help improve farmers' income levels and stability?

- Pour la PFSA les organisations de producteurs et la gestion des risques ne permettent d'influencer les revenus que marginalement (peu d'influence sur un prix largement inférieur aux coûts de production) tout en étant des instruments intéressants.
- les d'organisations de producteurs
 - La création d'organisations de producteurs ou d'organisations inter-professionnelles ne pourra se substituer à une régulation des volumes (adaptés à la demande) au niveau européen et encadrée par les pouvoirs publics. Régulation des volumes et création d'organisation de producteurs/interprofession devraient coexister, car ils sont complémentaires. Différents éléments sont nécessaires pour arriver à la création d'organisations répondant aux attentes des agriculteurs :
 - Un cadre juridique clair, en particulier eu égard aux règles de concurrence, qui permettent à la profession d'ajuster l'offre à la demande, de grouper l'offre, d'utiliser des contrats types,...
 - La possibilité pour les pouvoirs publics d'étendre les accords pris au sein des organisations de producteurs à l'ensemble des producteurs, ou au sein d'organisations inter professionnelles à l'ensemble du secteur. Les pouvoirs publics veillent à ce que les règles et mécanismes adoptés soient transparents et équitables.
 - La possibilité de permettre le financement de ces activités par les contributions des membres des organisations de producteurs et/ou des membres des interprofessions.
 - La possibilité de prévoir des dispositions d'appui à l'organisation des producteurs
- La gestion des risques :
 - Les coûts pour les producteurs, mais aussi pour les consommateurs, seront plus importants que la gestion des volumes de production.
 - En en dehors des assurances revenu contenues dans le deuxième pilier, il sera difficile pour les agriculteurs de trouver et payer des assureurs prêts à prendre le risque d'assurer des prix dans un contexte aussi volatile.

6. What environmental and climate-change benefits would you expect from the environment-targeted payments in the first and the second pillar of the CAP?

- Cela devrait renforcer l'harmonisation de ces mesures au niveau européen
- Cela ne peut se faire au détriment financier des agriculteurs et ne peut impliquer de surcoût administratif.
- Ces paiements ne doivent concerner que des pratiques peu coûteuses (couverture végétales en hivers, jachère écologique, ...) qui devraient être décidées en association avec les organisations agricoles.

7. What opportunities and difficulties do you see arising from a significant increase of the rural development budget and a reinforcement of strategic targeting?

8. What would be the most significant impacts of a "no policy" scenario on the competitiveness of the agricultural sector, agricultural income, environment and territorial balance as well as public health?

9. What difficulties would the options analysed be likely to encounter if they were implemented, also with regard to control and compliance? What could be the potential administrative costs and burdens?

10. What indicators would best express the progress towards achieving the objectives of the reform?

- Nombre de fermes
- Nombre d'actifs à la ferme
- Nombre de renouvellements dans la profession
- Diversité des productions
- Les indicateurs environnementaux
- Indicateur d'autosuffisance alimentaire
- Surface dédiée à l'environnement et à la biodiversité
- Qualité des rotations à l'échelle des régions

11. Are there factors or elements of uncertainty that could significantly influence the impact of the scenarios assessed? Which are they? What could be their influence?

- Une nouvelle crise alimentaire
- Le renforcement de la perte de confiance de nombreux états dans la capacité que les marchés internationaux à assurer la sécurité alimentaire
- Les remplis nationaux face à la crise